

Marre ce cette Europe-Là : Commentaire du Livre de Guillaume Duval

Pierre-Alain Muet

Alternatives économiques, février 2015

Voilà un livre à lire de toute urgence pour comprendre comment l'Europe a pu en arriver là et comment en sortir. Dans ses conversations avec Régis Meyran, Guillaume Duval explique de façon lumineuse comment l'absence de solidarité financière entre états (qu'exprime la clause dite « no bail out ») a transformé le problème Grec en crise généralisée de la zone Euro, puis comment la généralisation des politiques d'austérité a plongé l'Europe dans la pire des récessions, reproduisant 80 ans plus tard les déflations des années 30.

Mais surtout il replace la crise actuelle dans l'évolution d'une construction européenne qui, faute d'avoir franchi le pas de l'Europe politique, a transformé l'Europe des pères fondateurs - bâtie sur la solidarité et la mise en commun des ressources clés - en une Europe-marché mettant les états en concurrence les uns contre les autres. Une concurrence qui n'a cessé de s'accroître avec les élargissements et l'entrée de petits pays pour lesquels la compétitivité et les exportations importent plus pour leur développement que leur demande intérieure.

En raison de l'effondrement de la demande intérieure, l'Europe est aujourd'hui dans une situation « ubuesque où elle a 240 milliards d'excédents extérieurs ... En d'autres termes la zone Euro pourrait consommer et investir 240 milliards d'euros de plus chaque année (2,4 % du PIB) sans que cela pose le moindre problème de financement ». Ecartant les solutions prônées par les partisans d'une sortie de l'Euro « qui aggraverait la lutte de tous contre tous en Europe », il plaide pour avancer dans la construction politique de l'Europe car le déficit démocratique est une des causes du déficit de politique économique de l'union monétaire.

La crise de l'Euro montre que « L'Europe ne peut plus être dirigée en pilotage automatique selon des règles figées », il faut pouvoir ajuster les politiques en fonction de la conjoncture. Or à la différence des autres Etats fédéraux, cela ne peut pas être réalisé par le budget fédéral qui, d'une part est dérisoire, d'autre part étant équilibré, ne peut agir sur l'activité économique. C'est donc à travers la coordination des politiques budgétaires nationales qu'une politique macroéconomique discrétionnaire peut être mise en oeuvre. Mais un tel « gouvernement économique » n'est pas possible sans la légitimité démocratique que permettrait la constitution d'un parlement de la zone Euro. C'est donc à une refondation de l'Europe auquel nous invite l'auteur pour répondre aux deux défis du XXI siècle : la reconversion écologique de l'économie et le renforcement démocratique de l'union monétaire.